



ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Université d'été de l'enseignement catholique

"Culture, transmission et savoirs"

Floreffe, 25 et 26 août 2006

Conclusions d'Etienne MICHEL

Directeur général du SeGEC

"L'homme se tient sur une brèche, dans l'intervalle entre le passé révolu et l'avenir infigurable. (...) Chaque génération nouvelle, chaque homme nouveau doit redécouvrir laborieusement l'activité de pensée. Longtemps, pour ce faire, on put recourir à la tradition. Or, nous vivons, à l'âge moderne, l'usure de la tradition, la crise de la culture. Il ne s'agit pas de renouer le fil rompu de la tradition, ni d'inventer quelque succédané ultra moderne, mais de savoir s'exercer à penser pour se mouvoir dans la brèche".

Si j'en crois Hannah ARENDT et la présentation de son ouvrage consacré à la "crise de la culture" dont je viens de vous relire un bref extrait, tel est bien notre défi: apprendre à se mouvoir dans la brèche de nos sociétés, la brèche entre le passé et l'avenir; brèche associée au mouvement de détraditionnalisation caractéristique de la modernité.

Mais, tout ceci nous concerne-t-il? En quoi cela concerne-t-il l'enseignement, en général, et l'enseignement catholique en particulier? J'essaierai d'apporter quelques éléments de réponse à partir d'un questionnement en quatre étapes, et en vous demandant par avance l'indulgence pour la modestie des propos qu'il est possible de tenir sur ce sujet:

- le rapport à la tradition et aux fondements culturels de notre civilisation;
- le rapport aux savoirs et à leur transmission;
- le rapport à l'autorité;
- le rapport à la société.

Quatre questions qui ont traversé notre Université d'été, et que je reprends, non comme synthèse de nos travaux, mais comme fil rouge des réflexions que nous avons menées et que nous continuerons à mener.

Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique asbl
en Communautés française et germanophone

avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles - Tél: 02 256 70 11 - Fax: 02 256 70 12 - www.segec.be - segec@segec.be

Le rapport à la tradition et aux fondements culturels de notre civilisation

Dans les sociétés structurées par la tradition, l'avenir se construit à partir du passé. Et la brèche dont parle Hannah ARENDT, c'est la perte du sens de la continuité historique, la perte du sens de ce qui relie les générations entre elles et qui constitue les fondements d'une civilisation.

Pour nos sociétés occidentales, deux grandes cultures se sont historiquement rencontrées, celle de la foi chrétienne et celle de la rationalité séculière. Avec la difficulté, bien exprimée par Maurice BELLET, d'articuler la foi et la raison. Je voudrais citer à cet égard un entretien important sur ce sujet entre le philosophe allemand, Jurgen HABERMAS et celui qui fut le Cardinal RATZINGER et qui allait devenir l'actuel Pape Benoît XVI; trois postulats ont fondé les propos tenus par RATZINGER:

- Tout d'abord, l'accélération du rythme de l'histoire, avec la constitution d'une société mondiale où les puissances politiques, économiques et culturelles sont de plus en plus renvoyées les unes aux autres, où leurs espaces s'interpénètrent;
- Ensuite, le développement des possibilités de l'homme, d'une puissance de faire et de détruire qui pose, bien au-delà de ce à quoi on était accoutumé, la question du contrôle juridique et éthique de cette puissance; il est fait référence ici aux évolutions techniques et, notamment, aux progrès considérables des biotechnologies;
- Enfin, l'urgence de savoir comment les cultures qui se rencontrent peuvent trouver les fondements éthiques pour guider leur "être ensemble" sur la bonne voie et élaborer une forme de maîtrise et de régulation de cette puissance.

Pour RATZINGER, un principe, une formule universelle unique n'existe pas pour guider l'"être ensemble" des cultures, qu'il soit rationnel, éthique ou religieux. Et sa contribution prend toute sa profondeur lorsqu'il analyse lucidement ce qu'il appelle les "pathologies de la religion", lorsque celles-ci conduisent à l'intolérance ou au terrorisme, et lorsqu'il ose évoquer aussi ce qu'il appelle les "pathologies de la raison", dont l'humanité actuelle est en général moins consciente. Et de citer la bombe atomique ou l'instrumentalisation de l'humain, voire sa marchandisation, dans des dérives biotechnologiques toujours possibles. Maurice BELLET parlait du dépassement des limites, de la toute-puissance de la raison, et du risque de déshumanisation lorsque la société acquiert la conviction que tout est possible et que tout est permis.

RATZINGER exprime alors son large accord avec HABERMAS sur la nécessité d'un dialogue renouvelé entre la raison et les grandes traditions religieuses de l'humanité, chacune devant être rappelée à ses limites. Et il fait le pari que ce dialogue peut s'ouvrir sur une régénération mutuelle et sur une sagesse qui permet de "vivre ensemble". Et, enfin, il insiste sur l'importance du lien à entretenir entre la culture occidentale et les autres cultures, africaine, latino-américaine ou asiatique.

À l'échelle du monde comme à l'échelle de notre société multiculturelle, l'enjeu est de taille, en particulier pour la question sensible du dialogue avec l'Islam. À l'issue de cette Université d'été, je suis frappé par la solidité intellectuelle et la convergence des réflexions sur ces propos. RATZINGER en tant qu'intellectuel, BELLET ou OST s'inscrivent tous dans la grande tradition du Christianisme pour qui les textes fondateurs doivent toujours être réinterprétés à la lumière des défis d'une époque.

Le défi culturel de notre époque

Maurice BELLET nous a invités à ne pas opposer de manière stérile la foi et la raison, la croyance et l'esprit critique, la force et la faiblesse, etc. Cette idée se retrouve également au centre de l'ouvrage qu'Alain TOURAINE, le sociologue français, a consacré à la "Critique de la modernité". Le défi, dit-il, est d'apprendre à réarticuler ce que notre époque dissocie, la tradition et la modernité, la raison et les convictions, etc. Au cours de ces deux journées s'est aussi exprimée nettement l'importance de réarticuler l'autorité et la liberté (l'enseignement obligatoire rend libre, disait CONDORCET), l'individu et la société (c'est loin d'être une évidence pour notre époque, qui a la passion de l'individu), l'héritage et l'invention (Jean FLORENCE). On pourrait poursuivre la réflexion en évoquant la dialectique de la nature et de la culture, du matériel et du spirituel, du corps et de l'âme, etc.

Le rapport aux savoirs et à leur transmission

Jacques VANDENSCHRICK a magistralement introduit nos travaux en montrant combien les évolutions culturelles contemporaines ont aussi influencé nos conceptions de la pédagogie. Dans une note approfondie qu'il a consacrée en son temps à ce sujet, il établit un lien entre le thème, aujourd'hui dominant, de l'épanouissement individuel et la crise de l'idée d'histoire. Le passé perd sa consistance en même temps que l'avenir, au profit du présent de chacun. Et on sait que cette inspiration est présente dans les pédagogies constructivistes, qui imprègnent nos différents programmes d'enseignement, du fondamental et du secondaire. L'idéal de l'autonomie de l'individu a notamment conduit à faire reposer davantage sur le sujet qui apprend une part de la responsabilité, de la liberté et de l'initiative dans la construction de ses compétences. Ce qui se joue, c'est le risque d'une rupture de la chaîne de la transmission, une crise de la filiation, caractéristique de notre époque, que les "nouveaux programmes" contribuent paradoxalement à aggraver, dans le souci louable de s'adapter à l'individu contemporain. Le défi du constructivisme tient en trois traits:

- repenser le lien avec l'héritage;
- se rappeler que les savoirs ne peuvent évidemment pas se (re)construire à partir de rien;
- (re)penser la pédagogie comme un art et pas seulement comme une science: je crois que Cécile LADJALI serait d'accord de dire qu'il faut préserver la part de l'art qui existe dans l'acte d'enseigner et qui ne peut pas être saisie par les sciences de l'éducation.

Voilà à peu près où nous en sommes, au moment où la Fédération de l'enseignement fondamental – la FédEFoC – a entamé un recentrage de son programme intégré par une référence plus explicite aux matières à enseigner et au moment où la Fédération de l'enseignement secondaire – la FESeC – s'apprête à décider quels programmes devront, au cours de cette année, faire l'objet d'adaptations prioritaires.

Le débat n'est pas facile, mais des décisions devront être prises par les instances compétentes.

L'enquête réalisée cette année par la FESeC auprès des enseignants a permis de nourrir notre réflexion en livrant des données objectives. On sait, par exemple, que:

- la diffusion des nouveaux programmes est élevée: 95% des enseignants qui ont répondu disent disposer du programme complet;
- 77% des enseignants disent utiliser le programme pour construire les activités d'apprentissage;
- 62% des enseignants disent avoir participé à une formation en lien avec le programme;
- 53% des enseignants disent avoir été accompagnés pour s'appropriier le contenu du programme.

Ces données montrent que l'investissement important qui a été réalisé par la Fédération pour élaborer et diffuser les nouveaux programmes s'est soldé par des effets tangibles: le processus de percolation a été mené à bien.

Les choses se corsent cependant lorsque les enseignants sont amenés à porter un jugement sur la réforme introduite: en effet, plus de 60% des enseignants estiment que le programme ne permet pas d'articuler de manière pertinente les savoirs disciplinaires et les compétences à maîtriser, et seuls 47% des enseignants interrogés se déclarent favorables aux perspectives développées par la réforme. Ce dernier chiffre est beaucoup trop faible pour être satisfaisant, mais il est suffisamment élevé pour nous convaincre que les évolutions souhaitables devront être mûrement réfléchies parce qu'il ne saurait être question ni de rupture, ni de restauration d'un ordre ancien. L'approche sera affinée, programme par programme, notamment en fonction des résultats de l'enquête, et il est probable que les décisions d'adaptation ne porteront, dans un premier temps, que sur un nombre limité de programmes.

Le rapport à l'autorité

Encore un thème délicat! Ceux qui exercent des responsabilités d'éducation savent qu'il est (re)devenu incontournable. Mon message principal à cet égard est assez simple: autorisons-nous une réflexion détendue et nécessaire sur l'exercice de l'autorité aujourd'hui. Le succès de certaines formations bien préparées sur ce sujet indique que les temps sont mûrs pour en parler, loin, bien sûr, des modèles autoritaires qui appartiennent au passé, mais sans céder non plus à la tentation, qui fut parfois bien présente depuis 30 ans, d'élever la contestation de l'autorité au rang de projet, pour l'individu et pour la société. Dans son ouvrage sur la crise de la culture, que j'ai déjà cité, Hannah ARENDT consacre tout un chapitre à l'autorité: le symptôme le plus significatif de la crise, écrivait-elle en 1954, est qu'elle a gagné des sphères pré-politiques comme l'éducation et l'instruction des enfants, où l'autorité, au sens le plus large, a toujours été acceptée comme une nécessité naturelle, manifestement requise tant par des besoins naturels, la dépendance de l'enfant que par une nécessité politique. La continuité d'une civilisation ne peut être assurée que si les nouveaux venus par naissance sont introduits dans un monde préétabli où ils naissent en étrangers. L'erreur, au fond, serait de croire que la tradition humaniste qui nous est chère puisse se transmettre aux générations futures en-dehors de l'exercice de l'autorité. Les plus pessimistes affirment aujourd'hui que notre modèle social produit des individus incapables de reproduire ce modèle social. L'autorité, dans son étymologie latine, nous permet de comprendre la profondeur de ce qui est en jeu: l'*aucltoritas*, du verbe *augere*, augmenter, permet de grandir, notamment dans la rencontre des *aucltores*, les auteurs, qui nous introduisent aux fondements de la civilisation et du "vivre ensemble".

Nous nous trouvons ici, très exactement, au point de convergence des réflexions les plus autorisées sur ces sujets, de ARENDT à RATZINGER, ou de HABERMAS à BELLET: la réflexion sur l'élargissement humaniste de l'acte éducatif passe par la nécessité de "descendre assez loin" dans les fondements pré-politiques du "vivre ensemble". Jacques VANDENSCHRICK parle, lui, des fondements proprement théologiques de notre conception de l'humanisation. La gloire de Dieu, c'est l'homme vivant, disait Irénée de Lyon: nous le rappellerons à l'automne, à la faveur de la réédition de notre texte de référence *Mission de l'École Chrétienne*.

Le rapport à la société

J'aborderai ce point à partir d'une seule question qui, parce qu'associée à notre condition d'homme, concerne toutes les sociétés humaines: celle du traitement de la violence.

L'actualité – y compris l'actualité scolaire – nous rappelle que cette question est à reprendre inlassablement.

Les approches anthropologiques et psychanalytiques nous aident, ici aussi, à comprendre qu'un des enjeux est celui de la pauvreté culturelle et sans doute spirituelle dans laquelle nos sociétés tendent à se laisser entraîner, même si tout le monde n'est pas aussi pessimiste sur ce sujet. J. FLORENCE a rappelé la définition freudienne de la culture: un processus inconscient, moteur de l'évolution humaine, qui a pour tâche de faire vivre les humains ensemble en les contraignant à transformer individuellement et collectivement leurs tendances meurtrières aussi loin que faire se peut.

La violence nous habite tous, et il y a toujours un travail à consentir pour la transformer en autre chose que de la violence. Après le meurtre de Joe VAN HOLSBEECK, un des commentaires les plus éclairés fut celui de Jean-Pierre LEBRUN, un psychiatre: être de l'espèce humaine, disait-il, contraint chacun à faire sienne cette loi de renoncer à exercer sa violence pour pouvoir réaliser autre chose. Ceci, disait-il encore, suppose refoulement et sublimation. Nous voilà bien loin des thèmes qui ont dominé la pédagogie contemporaine, comme la promotion de l'autonomie de l'enfant, de son épanouissement personnel et individuel, etc. Bien sûr, l'enfant doit être au centre de la mission d'éducation, mais il s'agit aussi de le guider au-delà de son narcissisme naturel, de ses phantasmes de toute-puissance: se centrer sur l'enfant, certainement, mais pour l'aider à se décentrer de lui-même et à construire un rapport avec autrui et avec la société des hommes.

Les structures éducatives sont-elles à la hauteur de ce défi? Nos programmes d'enseignement sont-ils suffisamment inspirés? Chacun en jugera selon son expérience et sa sensibilité. Je ne puis m'empêcher, toutefois, à l'issue de cette Université d'été, de mesurer l'écart considérable entre les réflexions que nous avons menées au cours de ces deux jours et l'avant-projet de décret sur la citoyenneté que le Gouvernement s'est empressé de ficeler après l'assassinat de Joe VAN HOLSBEECK. En imposant principalement de systématiser l'étude des institutions, le Gouvernement situe la question de la citoyenneté dans la sphère politique au sens large du terme: le fonctionnement de la démocratie parlementaire, l'organisation de l'État, l'organisation du système judiciaire ou de la sécurité sociale, etc. Nous avons vu que l'essentiel est ailleurs, parce que l'individualisme contemporain fait peser une hypothèque sur l'idée même de société. L'impératif catégorique est de transmettre, non un savoir sur le fonctionnement des institutions, mais la culture et les valeurs qui fondent la volonté et la possibilité de "vivre ensemble". À cet égard, l'enseignement catholique a encore quelque chose de spécifique à apporter pour l'éducation aujourd'hui.

En remerciant chacune et chacun pour sa participation à cette Université d'été, en remerciant tous ceux qui ont contribué à son succès, bien sûr nos différents intervenants, mais aussi toute l'équipe de préparation autour de Jacques VANDENSCHRICK et de François TEFNIN, je vous souhaite une excellente fin de vacances et la meilleure des rentrées scolaires.

À bientôt!

26 août 2006
Étienne MICHEL